

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL CARRIERES

La Ravicole
26140 Andancette

Références : 20250423-RAP-DACA0565
Code AIOT : 0006100483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement DELMONICO DOREL CARRIERES implanté VERMENAS et LE CREUX de la THINE 26140 Albon. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL CARRIERES
- VERMENAS et LE CREUX de la THINE 26140 Albon
- Code AIOT : 0006100483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société DELMONICO DOREL sise aux lieux-dits « Le Creu de la Thine » et « Vermenas » est autorisée par l'arrêté n°08-3217 du 24 juillet 2008 pour une durée de 30 ans. L'extension permettant l'installation de centrales d'enrobage mobiles a fait l'objet de l'arrêté n°20220208-DEC-DACA0112 du 21 mars 2022.

Les matériaux extraits sont du sable et des graviers hors d'eau et en eau. La production maximale autorisée est de 600 000 tonnes par an avec des installations de concassage-criblage d'une

puissance maximale de 1 600 kW. La surface autorisée est de 66,4 ha.

La hauteur maximale de banc d'exploitable est de 33 m, dont 10 m en eau. La cote limite autorisée en profondeur est de 122 m NGF.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.6 et 6.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage et entretien	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Disponibilité des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Lutte contre les espèces d'Ambrosie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de non-conformité de la précédente inspection ont tous été levés excepté le point concernant les analyses des rejets atmosphériques. En effet, le rapport définitif n'a pas encore été reçu par l'exploitant. Cependant, le rapport provisoire (non complet) montrait des résultats conformes.

Un point d'attention concernant la plateforme d'accueil pour les centrales d'enrobage mobiles : les exigences en matière de volume de rétention des pollutions accidentelles sont à transmettre systématiquement à l'entreprise exploitant la centrale en amont de son installation sur la plateforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour la station d'enrobage</p> <p>La cuvette de rétention aura un volume minimal de 280 m³ qui sera suffisant pour contenir 100 % de la plus grande cuve ou 50 % du volume total stocké.</p> <p>La cuvette de rétention est constituée d'une dalle en enrobés avec un muret en matériaux maçonnés de type parpaing ou de tout autre dispositif similaire. Elle est équipée d'une vanne et d'un séparateur en sortie permettant d'évacuer l'eau de pluie et de la rejeter après épuration.</p> <p>Pour le reste du périmètre</p> <p>Seul l'entretien quotidien (vérification des niveaux et des lubrifiants) et le ravitaillement de véhicules sont autorisés sur l'aire étanche entourée par un caniveau et reliées à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à</p>

200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

Lors de la précédente inspection, la rétention sous la centrale d'enrobage mobile avait une capacité insuffisante pour retenir à la fois 50% du volume stocké et les eaux d'extinction en cas d'incendie.

L'inspection du 03/04/2025 avait en autre pour objectif de contrôler la centrale d'enrobage mobile mise en place par la société Trabet dans le cadre d'un nouveau chantier autoroutier.

Les cuves stockées en rétention sont :

- deux cuves de bitume de 110 m³
- une cuve comportant 40 m³ de régénérant et 60 m³ de bitume.

La rétention est constituée d'une membrane PVC recouverte de sable et d'un merlon de sable recouvert par la membrane PVC.

Le schéma du bac de rétention fourni mentionne un volume de 270 m³. Ce volume est complété par une rétention située sous les filtres à manche dont le volume n'a pas été évalué précisément mais qui est supérieure à 10 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des prélèvements d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

[...]

Les prélèvements dans le milieu naturel sont autorisés pour les nécessités de l'exploitation (lavage des matériaux, arrosage...) pour un débit maximal de 100m³/heure et une durée de prélèvement limitée à 8 heures par jour.

Les limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les prélèvements seront réalisés dans un puits implanté sur le site, conformément à l'ANNEXE IV, muni d'un dispositif totaliseur agréée ; le relevé sera effectué hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de la durée journalière de fonctionnement des pompes et de réaliser le relevé du compteur à fréquence hebdomadaire.</p> <p>L'exploitant présente un fichier contenant le nombre d'heures de fonctionnement de la pompe permettant d'assurer l'appoint en eau de l'installation de traitement des matériaux. Cette durée est indiquée en heures par jour.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le fichier de suivi des relevés du compteur pour le mois d'avril. Celui-ci est bien réalisé à fréquence hebdomadaire.</p> <p>Il est à noter une forte diminution des consommations en eau en 2024 : 76 061 m³ (rappel des années précédentes : 2021 : 197 942 m³ ; 2022 : 162 939 m³ ; 2023 : 131 415 m³). La production a été moins importante en 2024 qu'en 2023 mais cette importante diminution est principalement liée aux travaux réalisés sur le système de recyclage des eaux (mise en place d'un clarificateur).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et isolement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rétention et isolement.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre</p>

<p>dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, seules les citernes étaient positionnées sur une rétention de 270 m³ constituée d'une géomembrane et de sable.</p> <p>L'année précédente, un échauffement des filtres à manche a entraîné leur combustion. Les eaux d'extinction n'ont pas pu être contenues et elles se sont infiltrées sans que leur qualité puisse être vérifiée au préalable.</p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a créé une rétention sous les filtres à manche (photos transmises par mail le 10/04/2025) afin de pouvoir récupérer les eaux en cas d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors du prochain chantier, l'exploitant devra veiller à réaliser, au moment de l'installation de la centrale d'enrobage, un aménagement de la plateforme qui permette de recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, notamment en cas d'incendie, et ainsi éviter toute pollution des sols et des milieux naturels.</p> <p>Cet aménagement doit permettre le confinement de ces eaux avant rejet au milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets à l'atmosphère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites d'émission.</p> <p>I. - La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s.</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p>

<p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par le bureau de contrôle Dekra le 05/03/2025. Ils se sont déroulés en trois campagnes d'une durée de 30 minutes : de 17h45 à 18h15, de 18h15 à 18h45 et de 18h45 à 19h15.</p> <p>Seuls les résultats provisoires ont été reçus par l'exploitant. Ils ont été fournis sur gaz secs à la teneur en oxygène de référence de 17 %. L'article 6.6 de l'arrêté ministériel prévoit que les concentrations en polluants sont rapportées aux conditions normalisées (température de 273 K et pression de 101,2 kPa sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17%). Après échange téléphonique avec le bureau de contrôle concernant les résultats, les paramètres CO, NOx et COV non méthaniques objet du rapport provisoire sont conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport d'analyse définitif des rejets atmosphériques est à transmettre à l'inspection dès sa réception par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, REACH</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement</p> <p>Exigences relatives aux fiches de données de sécurité</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : (...)</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la précédente inspection, la fiche de données de sécurité du Condaclean n°2 (produit dont l'étiquette a été consultée à l'atelier) était manquante. Il avait donc été demandé à l'exploitant de fournir la fiche de données de sécurité.

Dans le cadre de cette inspection, elle a été présentée. Elle est datée du 17 janvier 2024 et contient bien les 16 rubriques prévues par le règlement européen.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Disponibilité des fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35

Thème(s) : Produits chimiques, REACH

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement

Accès des travailleurs aux informations

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de rajouter sur l'affichage de l'atelier des informations sur le lieu ou le moyen par lequel les fiches de données de sécurité pouvaient être consultées.

Par mail du 11/04/2025, l'exploitant a transmis des photos de la porte de l'atelier et du panneau d'affichage sur lesquels apparaît le moyen par lequel les fiches de données de sécurité peuvent être consultées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Lutte contre les espèces d'Ambrosie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Obligations de prévention et de destruction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'obligation de lutte et de non dissémination, est applicable sur toutes surfaces sans exception y compris les domaines publics de l'État, des collectivités territoriales et des autres établissements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les cours d'eau, les terrains d'entreprises (agriculture, carrière,...) et les propriétés des particuliers (personnes morales ou physiques).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection réalisée au mois de juillet, des plants d'ambroisie étaient présents sur plusieurs zones de la carrière.</p> <p>Pour l'année 2025, l'exploitant a prévu une campagne de fauche début juillet et une seconde campagne courant du mois d'août.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Incendie et explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie et explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations d'enrobage disposeront d'une réserve d'eau de 120 m³ mise en place à proximité de la centrale au moment de son implantation.</p> <p>La réserve incendie sera capable de fournir un débit de 60 m³/h sous une pression de 1 bar durant 2 h.</p> <p>La distance entre le point d'eau incendie et l'installation d'enrobage sera inférieure à 100 m.</p> <p>Des extincteurs appropriés au type de feu seront répartis sur et autour de la centrale. Ils feront l'objet d'une vérification annuelle.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux réserves de 60 m³ équipées d'un raccord pompier sont situées à proximité immédiate de la centrale d'enrobage.</p> <p>En complément, un dérouleur et un tuyau raccordé à une réserve de 23 000 L sont situés au niveau des filtres à manche.</p> <p>Des extincteurs adaptés au risque sont répartis sur l'installation. Ils ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 26/09/2024.</p> <p>Une réserve d'émulseur polyvalent sans fluor est également présente sur site à proximité des bureaux. Les contenants sont sur rétention.</p> <p>Une consigne de température a été mise en place au niveau des filtres à manche. Si la température est encore supérieure à 80°C 1h après l'arrêt du poste, un SMS d'alerte est envoyé sur</p>

les téléphones de plusieurs employés de l'entreprise TRABET.

Type de suites proposées : Sans suite